

Alliance centriste **Transition énergétique : comment concilier indépendance** **énergétique, enjeux écologiques et conservation du leadership** **sur les technologies de l'énergie ?**

Philippe Folliot



À l'heure de l'urgence écologique, la France n'a plus le choix d'effectuer ou non sa transition énergétique, elle n'a plus que celui de sa mise en œuvre.

Les objectifs affichés par la PPE (Programmation Pluriannuelle de l'Énergie) sont d'ores et déjà ambitieux. En effet, ils prévoient à la fois une diminution de 40 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, une réduction de notre consommation d'énergie d'au moins 20 % et la fermeture de 14 réacteurs nucléaires, le tout en garantissant la continuité de l'indépendance énergétique française.

À l'heure actuelle, la France ne peut se passer de l'énergie nucléaire mais elle doit la combiner et progressivement la seconder plus efficacement par les énergies renouvelables, domaine dans lequel la recherche ne fait que commencer et s'ouvre à de plus en plus de potentiels.

Il serait vain de croire que notre pays pourrait du jour au lendemain tourner le dos au nucléaire, quelles que soient les questions qui l'accompagnent, car en 2018, cette source d'énergie représentait encore un peu plus de 60 % de la production française. Nous avons fait ce choix à partir de 1974, et nous devons en supporter les conséquences encore un long moment, aussi cessons d'opposer systématiquement « énergies vertes » et nucléaire (que l'on peut qualifier de « vert » sur le critère du strict bilan carbone) et regardons ce qu'il est

réellement possible de faire à partir de la situation présente.

Depuis la catastrophe de Fukushima en 2011, une prise de conscience s'est opérée sur la dangerosité potentielle de ce secteur, et sans généraliser, il est de notoriété publique qu'il existe des interrogations sur des réacteurs présents sur notre territoire qui, selon certains, présenteraient des failles de sécurité, en particulier depuis la promulgation des nouvelles normes post-Fukushima. Toutefois, plutôt que des fermetures sur la base de décisions politiques ou de l'ancienneté des centrales — qui ne préjuge en rien de leur éventuelle dangerosité — je propose de mettre à l'étude une sélection des sites à fermer sur la base des seuls critères de sécurité, plus propices à éviter tous incidents, mineurs ou majeurs.

Ce volet du nucléaire étant assuré, ainsi, dans le même temps, que le maintien de l'emploi dans les bassins concernés, la France doit à tout prix miser, au-delà des fondamentales économies d'énergie, sur les énergies renouvelables, en particulier hydrauliques et marines, en complément du solaire, de la biomasse et de l'éolien qui ont déjà trouvé leur place.

Si le réseau hydroélectrique est assez développé sur l'ensemble de nos cours d'eau, avec en moyenne 12 % de la production annuelle qui passe par ce biais, et qui représente 20 % de la puissance électrique totale installée en France, il dépend beaucoup des précipitations

et des stocks d'eau contenus dans les barrages. La recherche et l'investissement dans ce domaine sont florissants et des solutions de production en circuit fermé (les STEP ou Station de Pompage et de Transfert d'Énergie) voient le jour. Toutefois, l'ouverture à la concurrence réclamée par Bruxelles depuis 2005 de nos barrages, aujourd'hui majoritairement des concessions d'EDF, cause déjà de nombreuses difficultés tant les enjeux économiques et sociaux sont grands. Un ralentissement de l'activité de ce secteur est donc à craindre le temps que les négociations soient menées et que la transition se fasse, ce d'autant plus que le secteur des microcentrales est sacrifié à cause d'une trop stricte application du principe de précaution au nom de la continuité écologique des cours d'eau...

Pendant ce temps, et je l'affirme depuis de nombreuses années, c'est vers la mer que nous devons plus nous tourner. «L'énergie bleue» est l'avenir de notre planète car elle permet de répondre à la demande croissante en énergie liée à l'accroissement démographique, tout en affichant un bilan carbone neutre.

Actuellement, la France figure en bonne place dans l'expérimentation et le développement de ces technologies de pointe. Au-delà des éoliennes off-shore implantées au large des côtes, plusieurs projets de parcs d'éoliennes flottantes, mais aussi de fermes marines jouant sur les différences de température entre les courants profonds et de surface, ou encore des initiatives sur l'énergie marémotrice sont en cours. Face à cela, on ne peut qu'être consterné par l'abandon par Naval Group, notamment du fait du manque de soutiens publics, de ses projets dans l'hydro-éolien, qui ferme une perspective très prometteuse.

Ce sont pourtant des alternatives que nous ne pouvons laisser de côté, à la fois pour maintenir notre leadership en termes d'innovation énergétique, mais aussi parce que la France possède le deuxième domaine maritime mondial, après les États-Unis, soit 11 millions de kilomètres carrés exploitables de façon propre et durable! Ne pas profiter des opportunités

offertes par cette présence française dans toutes les mers du monde serait véritablement une absurdité!

La transition énergétique française ne peut ainsi se satisfaire d'une solution unique. C'est vers un mélange de nos sources d'énergie qu'il faut aller, afin de laisser le temps à notre économie et à nos besoins énergétiques d'évoluer tout en préservant notre compétitivité. Maintenir le nucléaire ne signifie pas qu'un nouveau Tchernobyl ou un nouveau Fukushima sera inévitable dans les prochaines années, ou que l'on déconsidère la part du renouvelable, ni la nécessité de le soutenir et de le faire progresser. Il en va de même pour la réduction des gaz à effet de serre, qui ne pourra se satisfaire de la voiture électrique — car avec un parc tout électrique, le nucléaire deviendrait la seule option...

En toutes choses, l'écologie est donc affaire de nuances, de compromis, et surtout d'ouverture d'esprit, dans un débat en perpétuel mouvement. Comme son nom l'indique, la transition énergétique est un chemin que ne nous pouvons pas parcourir en brûlant les étapes et en faisant fi des enjeux annexes — emploi, égalité des territoires face à l'énergie, etc.

Philippe Folliot est député du Tarn et Président de l'Alliance centriste, parti rallié à la majorité présidentielle (<http://www.alliancecentriste.fr/>) et auteur du livre *La Passion – Clipperton : l'île sacrifiée* paru en novembre 2018 aux éditions Bibliotèca.